Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

96-97 | 2004

Globalisation. Tome I

Anthropologues sous contrat ethnologie hors les murs

Journée d'études de l'APRAS (Association pour la recherche en anthropologie sociale) 2 mars 2004 – MSH

Dominique Lebleux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1762>

DOI : 10.4000/jda.1762

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 343-350

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Dominique Lebleux, « Anthropologues sous contrat ethnologie hors les murs », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 15 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1762>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Anthropologues sous contrat ethnologie hors les murs

Journée d'études de l'APRAS (Association pour la recherche en anthropologie sociale) 2 mars 2004 – MSH

Dominique Lebleux

Présentation

- 1 Devant un public comptant une cinquantaine de personnes, Michèle Coquet, présidente de l'APRAS a ouvert la journée d'études en rappelant le contexte actuel de la recherche et en commentant le choix du titre « ethnologie hors les murs ».
 1. Contexte actuel : collectif des chercheurs « sauvons la recherche » : journée de manifestation du 3 mars et réunion du 9 mars des directeurs d'équipes menaçant le gouvernement de leur démission.
 2. « Ethnologie hors les murs » : il s'agit de la situation des ethnologues et anthropologues, travaillant en tant que contractuels ou experts hors université.
- 2 Odile Vincent, membre de l'APRAS souligne qu'il s'agit d'une réflexion sur la place de l'ethnologie : l'analyse de la demande et des réponses attendues, la menace potentielle de la recherche contractuelle vis-à-vis de la recherche universitaire.
- 3 Michèle Coquet termine la présentation en annonçant que la journée d'études de l'AFA se déroulera sur un thème commun le 28 mai : « Anthropologues sous contrat : pratiques et produits ».

Communications

Marika MOISSEFF (CNRS) : « Entre ethnologie et psychiatrie : des apports réciproques »

- 4 Cette chercheuse est psychiatre et ethnologue. Elle précise qu'elle ne se situe pas dans le courant d'ethnopsychiatrie de Tobie Nathan, mais dans le courant de psychiatrie systémique (qui prend en compte l'affection des patients dans le cadre de ses relations avec les membres de sa famille).
- 5 Dans son cadre professionnel, l'ethnologie est perçue avant tout sous son aspect « exotique ». Les travailleurs sociaux, médecins, infirmiers sont intéressés par l'ethnologie. Cette discipline permet de décaler leur regard par rapport à la demande initiale du patient.
- 6 L'ethnologie lui apporte à elle et aux autres professionnels une approche « contextualisée » des émotions (en prenant en compte les aspects spécifiques à la culture du patient : rapports de parenté, rites et rituels, etc.).

Charles-Henri PRADELLES DE LATOUR (CNRS) : « Expérience de médiation auprès des familles d'origine africaine de la banlieue parisienne pour le compte des juges pour enfants »

- 7 Cet ethnologue africaniste a été engagé comme expert par un tribunal pour enfants afin de rendre compte des relations familiales dans des familles africaines. Il identifie son rôle comme un rôle de « médiation » entre les éducateurs et le juge. Il considère que l'apport de l'ethnologie est considérable, car la discipline permet d'éclairer les comportements des jeunes prévenus.
- 8 Il a observé un très grand décalage entre les générations des familles étudiées. La première génération est très attachée à son pays d'origine. La plupart ont pensé au début de leur arrivée qu'ils n'étaient que de passage et qu'ils retourneraient au pays. C'est pourquoi ils entretiennent des relations très étroites avec ceux qui sont restés au pays, principalement en leur envoyant de l'argent ce qui permet de développer les infrastructures locales. Ils s'investissent aussi en France en participant à des associations liées à la culture de leur pays. En revanche, les enfants de la 2^e génération se considèrent Français. Le fait qu'ils soient scolarisés et parlent peu leur langue accentue leur acculturation. Ils connaissent peu d'aspects de leur culture, voire rejettent celle-ci. Lorsqu'un financement a pu être obtenu afin qu'ils séjournent dans le lieu d'origine de leurs parents, ils se sentent comme étrangers et jalouxés par leurs pairs qui les considèrent comme des riches parce qu'ils sont vêtus de vêtements de marque.
- 9 Charles-Henri Pradelles de Latour considère que l'ethnologie éclaire la compréhension des comportements et souligne que beaucoup de conflits sont réglés par la structure familiale et n'ont pas besoin d'un recours au tribunal qu'il considère comme « catastrophique » pour les prévenus.
- 10 Il dit se situer dans « une relation d'alliance-altérité sans être intime », la position qui dit-il « marche le mieux ». Il tente d'objectiver les conflits entre membres de la famille. Il souligne l'importance de la sorcellerie souvent invoquée dans ces conflits. A ce

propos il dit discerner énoncé et énonciation : il croit ce que lui disent les enquêtés mais leur propose d'en parler en d'autres termes.

- 11 Ses rapports et recommandations sont plus ou moins suivis par le juge, cela dépend de la personnalité du juge et de sa qualité de relation avec lui.
- 12 Ce travail a dû être abandonné parce que le gouvernement actuel ne juge pas ce travail de prévention suffisamment utile.

Maria COUROUCLI (CNRS) : « Ethnologue et citoyen : une expérience au sein de la Commission des recours des réfugiés »

- 13 Cette chercheuse occupe la fonction d'expert au HCR (Haut comité pour les réfugiés). Elle siège avec d'autres membres à une Commission de recours à laquelle s'adressent les réfugiés qui ont été déboutés une première fois.
- 14 Son objet est d'étudier l'institution et non les demandeurs (elle ne voit ces derniers que 15 minutes au maximum).
- 15 Elle souligne la fréquence des rapports de force entre les membres de la commission qui doivent s'accorder pour juger de la pertinence de la demande en fonction des critères de loi. Ceux-ci doivent faire la preuve qu'ils sont en danger dans leur pays. Elle remarque que l'assistance d'un avocat tient un rôle décisif dans la résolution du dossier. En outre, les membres de la commission doivent faire des efforts lorsqu'il y a désaccord. Elle dit qu'il faut « apprendre à accepter que les autres pensent différemment ».

Frédérique FOGEL (CNRS) : « "Faire avec" les derniers militants du social : l'ethnologue et les éducateurs de rue »

- 16 Cette ethnologue travaille dans une association de prévention et de sauvegarde de l'enfance et l'adolescence. Son contrat de recherche porte sur l'observation de familles africaines d'un quartier d'une banlieue parisienne. Il s'agit de comprendre pourquoi les familles rejettent les adolescents quand elles ne les supportent plus. Ceux-ci transitent par « le local à poubelles ».
- 17 Frédérique Fogel travaille avec des éducateurs de rue. Elle montre qu'ils se considèrent à part des autres travailleurs sociaux. Ils sont souvent en conflit avec les assistantes sociales qu'ils perçoivent comme du personnel de bureau rivé à 35h alors qu'eux sont dans la rue et ne comptent pas leur temps. Ils déprécient également les éducateurs de justice qu'ils considèrent répressifs.
- 18 Certains adolescents posent des problèmes parce qu'ils sont en rupture familiale, et bien que vivant dans un quartier non déshérité assurent leur argent de poche en vendant de la drogue (mais ne la consomment pas eux-mêmes).
- 19 Ils peuvent gagner jusqu'à 5 000 francs par jour, aussi ils sont très attachés à cette pratique et il est difficile de les en libérer. D'autres problèmes de délinquance consistent en la circulation de faux papiers, l'installation de clandestins, les conflits entre jeunes pour la préservation des territoires qu'ils défendent avec beaucoup de pugnacité.

- 20 Ce sont les garçons qui constituent le gros de cette catégorie de population, les filles étant plus insérées par le biais de l'école, elles constituent une minorité pour le travail de terrain. Ce qu'apporte l'ethnologue aux éducateurs : des connaissances sur les coutumes, les relations d'autorité dans les familles, l'importance de la religion.
- 21 Ses contrats étant, faute d'argent, non continus, à la fin de chacun d'eux, elle remet son rapport aux éducateurs puis discute avec eux de l'application de son travail sur le terrain.
- 22 Elle remarque qu'elle est engagée en tant que sociologue parce que le statut d'ethnologue ne fait pas partie des grilles indiciaires de travail. En outre, l'association disposant d'un faible budget, un arrangement a été conclu : le temps est payé en partie par l'association, en partie par les Assedic.

Christine JUNGEN (doctorante Groupe Passerelles) : « Pour une ethnologie en milieu scolaire ? Quelques pistes de réflexion »

- 23 Christine Jungen est étudiante à l'université Paris X, elle représente un groupe de doctorants en ethnologie intitulé « Passerelles » qui a pour buts de réfléchir à la « place de l'ethnologue dans la cité » et de « prendre acte des tensions de la société ». Elle présente une enquête menée en milieu scolaire, auprès d'adolescents de classe de première.
- 24 Elle a travaillé en collaboration avec une enseignante possédant elle-même un DEA d'ethnologie. Il s'agissait de constituer un atelier avec les jeunes pour mener une initiation à l'enquête ethnologique sur la notion de « citoyenneté » (représentations et pratiques). Deux orientations ont été dégagées :
 - une enquête auprès d'autres élèves et du personnel enseignant ;
 - une enquête auprès de la mairie.
- 25 Christine Jungen perçoit l'ethnologue sur ce terrain à la fois comme *acteur* et *entrepreneur* de citoyenneté. Mais son rôle est ambigu car il s'agit à la fois d'intérioriser les règles de citoyenneté et de les déconstruire pour mieux les comprendre.
- 26 *L'enquête auprès des élèves* a posé le problème de la distance entre enquêteurs et enquêtés. Les jeunes enquêteurs avaient beaucoup de difficultés à objectiver leurs propres représentations et à se distinguer de leurs pairs dans la relation d'enquête.
- 27 *L'enquête auprès de la mairie* a été révélatrice du fonctionnement municipal. La mairie ainsi que certains de ses conseillers municipaux ont accepté d'être interviewés, mais ont très vite manipulé l'opération au profit de la mairie. Les lycéens ont été accueillis royalement, visite guidée de la mairie, puis en fin d'après-midi ils se sont retrouvés eux-mêmes interviewés et filmés par la télévision, et tout le monde est passé le soir au journal régional télévisé !
- 28 Christine a retiré de cette expérience :
 - une observation de clivages culturels entre jeunes ;
 - un relatif désintérêt des enseignants vis-à-vis de l'ethnologie qui voient cette discipline essentiellement comme un outil de « construction de paix sociale » et d'« évolution pédagogique ». Au fond, conclut-elle, l'ethnologie, ils s'en foutent, ils veulent avant tout des outils pédagogiques.

Nicolas JOURNET (revue *Sciences Humaines*) : « Comment faire autrement ? L'anthropologie à *Sciences Humaines* : contenu, cadres et autres évidences »

- 29 Nicolas Journet travaille depuis 9 ans dans la revue *Sciences Humaines* en qualité de spécialiste de l'ethnologie (articles, débats et présentation d'ouvrages).
- 30 Il a mené une enquête sur la représentation de l'ethnologie dans la presse (quotidienne et hebdomadaire). Il a constaté que tous supports confondus, l'ethnologie du lointain est extrêmement peu représentée, hormis lorsque l'actualité s'y prête. Les rubriques traitent des grandes questions de la discipline, objet, méthodes, grands débats. Ce sont souvent les intellectuels « phares » qui sont mobilisés.
- 31 A *Sciences Humaines*, il considère que son travail consiste à « recenser les erreurs », à s'inscrire dans les débats. Il traite de la discipline, du terrain, du rapport aux enquêtés. Il remarque que l'ethnologie du « monde moderne » est plus aisée à mettre en valeur, les monographies sur des sujets étrangers étant très difficiles à diffuser (il présente moins ce type d'ouvrages, car ils sont peu achetés).
- 32 Son travail d'édition consiste en une réécriture souvent indispensable, soit du passage de la langue scientifique à la langue du sens commun. Il considère qu'il faut disposer de « bons alliés » : utilisations de mots à contre-emploi, développement d'un esprit provocateur, susciter les débats – d'autant qu'il y a très peu de découvertes.
- 33 Le public de *Sciences Humaines* se compose d'un tiers de chercheurs, un quart d'enseignants du secondaire et le reste de lecteurs divers.
- 34 Il conclut par « comment faire autrement ? », c'est-à-dire comment faire pour que l'anthropologie soit plus présente sur le front des sciences humaines ? Il répond : développer une orientation géopolitique, mettre en valeur les disciplines appliquées, établir un équilibre entre les sciences à tendance biologique, naturaliste et les sciences humaines.

Philippe ERIKSON (PARIS X) : « Faire de l'ethnologie dans une entreprise extractive multinationale »

- 35 Philippe Erickson a été employé aux États-Unis par une entreprise multinationale qui détient les 2/3 du kaolin. Selon lui, l'entreprise préfère engager un ethnologue qu'un sociologue des organisations, car les études ethnologiques sont perçues par la direction comme étant plus concrètes et assurant la garantie d'un terrain, de contacts avec les enquêtés.
- 36 L'objet du contrat consistait à mener une étude ethnologique à l'attention des cadres afin qu'ils comprennent mieux la culture de leurs ouvriers. Cette demande apparaît dans un contexte syndical précis. L'entreprise a une filiale en Alabama qui au grand dam de la direction s'est syndicalisée alors qu'elle avait « tout fait » pour qu'elle ne le soit pas.
- 37 Comprenant que la demande sous-jacente consistait à évaluer le risque de syndicalisation, il dit avoir refusé de mener une expertise, et avoir négocié avec succès la conduite d'une monographie. Il a alors carte blanche et reçoit un très bon salaire.

- 38 Il remet sa monographie aux cadres qui tentent de « faire sortir du rapport ce qu'ils peuvent utiliser pour le management ».
- 39 Ses conclusions sont publiées dans le journal de l'entreprise, lu par tous les employés, mais la direction ne diffuse pas le rapport.
- 40 Son contrat est alors prolongé en Grande-Bretagne où on lui demande de reconduire le même type d'enquête, mais il est déçu, sa première étude étant beaucoup plus concluante.
- 41 Il fait le point sur les conditions de la pratique ethnologique en entreprise :
- le respect du secret absolu sur certaines caractéristiques de l'entreprise, ce qui pose des problèmes pour les publications et la référence aux données en situation d'enseignement ;
 - beaucoup de moyens matériels, mais peu de temps ;
 - l'ethnologie en entreprise n'est ni une recherche fondamentale, ni une recherche appliquée, mais une ethnologie prisonnière d'une lourde logistique ;
 - la fugacité du travail pour l'entreprise : les cadres considèrent que son rapport représente une situation donnée dans un temps donné, qui sera obsolète deux ou trois ans plus tard.
- 42 Un débat a suivi chacune des demi-journées.
- 43 Une discussion s'est longuement développée sur le rapport entre ethnologie fondamentale et ethnologie appliquée. Un consensus s'en est dégagé soulignant que les deux aspects font partie intégrante de la discipline et qu'on n'est plus dans le contexte de luttes de classes des années 60-70.
- 44 Il a été toutefois admis que l'ethnologie sous contrat est une ethnologie contrainte par : la nature de la demande, les contraintes du déroulement de l'enquête, la dépossession partielle des conclusions (on ne sait pas quelle utilisation précise en sera faite).
-

AUTEUR

DOMINIQUE LEBLEUX

CEMI